



UNION POUR LE RENOUVEAU CENTRAFRICAINE
Rassemblement, Paix, Développement

Bangui le 14 octobre 2025

A

Monsieur Faustin Archange TOUADERA
Président de la République Centrafricaine

Objet : Votre décision de me déclarer apatride

Monsieur le Président,

Sur vos instructions, Monsieur le Ministre de la Défense m'a adressé une correspondance en date du 9 octobre 2025, dont vous êtes ampliatrice à titre de compte rendu, pour m'informer que j'avais perdu la nationalité centrafricaine. Cette correspondance se voulait une réponse à celle que j'avais adressée le 7 octobre à Monsieur le Directeur de l'Emigration-Immigration pour m'enquérir de la situation de ma demande de renouvellement de mon passeport ordinaire, dont le délai me paraissait anormalement long.

Evoquant certains articles de la Loi N° 1961.212 du 20 Avril 1961 portant Code de Nationalité, Monsieur le Ministre de la Défense m'invite à vous formuler une demande de réintégration dans la Nationalité Centrafricaine.

Je rappelle que cette Loi que vous mettez en avant pour me déclarer apatride existe depuis 64 ans, mais qu'elle n'a jamais été mise en application et est donc, de ce fait, tombée en désuétude. Des milliers de centrafricains, dont certains ont dirigé notre pays, sont devenus des binationaux sans que leur nationalité centrafricaine n'ait jamais été remise en cause. Mais à l'évidence, pour m'empêcher d'être candidat à l'élection présidentielle, vous êtes prêt à tout, y compris à prendre le risque du ridicule aux yeux de la Planète toute entière.

Revenons aux faits. Je suis né centrafricain, de père et de mère eux-mêmes centrafricains d'origine, comme l'exige le document que vous avez imposé aux Centrafricains en guise de Constitution. J'ai donc toujours été détenteur d'un certificat de nationalité centrafricaine délivré en bonne et due forme par une autorité



...ire compétente de notre pays. C'est ce document, unique preuve de la nationalité valable devant la Loi, qui m'a notamment permis de me présenter à l'élection présidentielle en 2016, en 2020 et maintenant en 2025. C'est toujours mon certificat de nationalité qui m'a permis de briguer la circonscription électorale de Bocaranga 1 et d'y avoir été élu Député de la Nation depuis bientôt 10 ans. Et c'est en tant que Centrafricain, reconnu et respecté tant sur le plan national qu'international, que j'ai assumé des responsabilités éminentes et sensibles au sein des Institutions financières de la CEMAC, ainsi qu'au sein du Gouvernement de mon pays.

Je vous rappelle que j'avais acquis la nationalité française en 1994 et que, jusqu'à la date de ma libération des liens d'allégeance à l'égard de la République française intervenue le 25 septembre 2025, aucune décision de justice n'avait jamais remis en question ma nationalité centrafricaine ni annulé mon certificat de nationalité. Mon statut de binational n'a pourtant jamais été tenu secret et n'avait aucune raison de l'être. Les Présidents de la République qui vous ont précédé savaient que j'étais bi national. Vous-même êtes à la tête de l'Etat centrafricain depuis bientôt 10 ans et avez organisé des élections générales en 2020. Pourquoi n'aviez-vous pas tenté de me déclarer apatride à cette époque ?

Maintenant que je n'ai plus que la seule nationalité centrafricaine, il devient sans objet de tenter de me l'enlever par un acte quelconque, réglementaire ou judiciaire. Vos conseillers occultes, notamment votre parent propriétaire-animateur de Radio Mille Collines qui annonce cette décision depuis 2 ans, semblent s'être laissés débordés par leur trop plein de haine, ce qui les a empêchés d'avoir de la méthode dans la mise en œuvre de leur plan satanique.

Je vous fais également remarquer que, la Loi étant impersonnelle, vous devez être logique avec vous-même dans cette croisade insensée. Il vous faudra donc saisir la Justice de notre pays pour prononcer la déchéance de nationalité des centaines de personnalités actuellement en poste au sein de Gouvernement, de l'Assemblée nationale, de la Fonction publique et des forces de Défense et de Sécurité, qui ont eux aussi acquis une autre nationalité étant déjà majeurs. Pour aller jusqu'au bout de votre démarche, vous devrez ensuite prendre un décret pour les démettre de leurs fonctions et les obliger à se conformer à la formalité d'introduire une demande de réintégration dans la Nationalité centrafricaine. Votre Ministre Conseiller, animateur de Radio Mille collines, le suggère avec beaucoup de gourmandise depuis quelques jours.

Quant à moi, je ne suis plus concerné par votre application sélective du Code de Nationalité de 1961, n'ayant aujourd'hui que la seule Nationalité centrafricaine.

Monsieur le Président,

Votre acharnement contre ma personne commence à friser l'obsession. En 2017, vous aviez envoyé un obscur individu pour tenter maladroitement de m'appâter dans



ombre histoire d'atteinte à la sûreté de l'Etat et enregistrer ma voix. Par la suite, vous avez ordonné l'arrêt de la procédure judiciaire que j'ai entamée contre cet individu et l'avez récompensé pour sa « bravoure » en le nommant Ministre conseiller spécial (excusez du peu). En 2021, vous m'aviez empêché d'aller me soigner alors que je faisais face à une urgence chirurgicale. Vous aviez même confisqué mon passeport diplomatique et fait publier sur les réseaux sociaux la copie de mon passeport français, présenté au comptoir d'Air France pour justifier mon entrée sur le territoire français. Cette même année, vous aviez demandé la levée de mon immunité parlementaire, afin de me faire juger pour un délit imaginaire. En 2023, vous aviez fait introduire dans une pseudo-Constitution complètement illégale l'interdiction aux binationaux de se présenter à l'élection présidentielle. Cette disposition se voulait un obstacle infranchissable à mon éventuelle candidature à l'élection présidentielle à venir. Maintenant que j'ai bravé cet obstacle et réussi à le contourner, vous sortez des archives une loi jamais mise en application depuis sa promulgation il y a 64 ans, avec comme seul objectif de me déclarer apatride, donc inéligible. Ça fait beaucoup ! Beaucoup trop ! Vous aurez noté que, face à ces actes répétés de méchanceté de votre entourage et de vous-même, j'ai toujours opposé un comportement résolument républicain, au point d'être traité de mou et de lâche par certains de nos compatriotes.

Monsieur le Président,

Il est à la fois surprenant et consternant de noter qu'au cours de cette décennie à la tête de notre pays, tous vos actes et décisions n'ont été guidés que par des sentiments négatifs : la rancune, la méchanceté, le désir d'écraser, d'humilier et de réduire à néant vos adversaires ou quiconque émet un avis qui vous contrarie. En généralisant cette pratique dans le fonctionnement de l'Etat, vous avez changé le logiciel éducatif des citoyens et réussi à détruire tous les fondements culturels de la société centrafricaine. Cette pratique est une forme de violence pire que la violence armée, car elle ne détruit pas seulement le corps, elle détruit la dignité de l'homme, son esprit, son mental. Du fait des pratiques de votre régime la politique est devenue, dans l'imaginaire collectif centrafricain, synonyme de tout ce que l'on réproche : mensonge, manipulation, intérêts personnels, trahison, injustice, violence, rouspétisme, corruption, débauche, inconstance, machiavélisme...

Vous nous habituez pourtant à visionner sur les réseaux sociaux des scènes de démonstration publique de votre piété et de votre dévotion à l'Eternel, notamment la dernière qui vous montre à genoux, en train de recevoir la bénédiction d'une dizaine de dignitaires religieux. Ces mises en scène sont malheureusement aux antipodes des réalités que vous faites vivre aux centrafricains, notamment du cynisme avec lequel, publiquement et de manière très solennelle, vous avez parjuré à deux reprises devant Dieu et devant la Nation.



Monsieur le Président,

Les élections générales et locales programmées pour la fin de cette année semblent vous avoir fait perdre votre sang froid. Pour preuve, après avoir écarté vos principaux concurrents à travers une Constitution qui scelle dans le marbre la haine, la division et l'apartheid, vous faites à présent œuvrer vos équipes pour fausser le jeu électoral en votre faveur, peu vous importe si les méthodes sont à la fois brutales et grossières. Vous avez fait de l'Autorité Nationale des Elections un appendice des services du Gouvernement. Ainsi, l'ANE reçoit directement des instructions et doit les exécuter. C'est dans ce sens que vous aviez pris la liberté de convoquer le Corps électoral alors que la liste définitive des électeurs n'a toujours pas été rendue publique à ce jour. C'est également dans cette même logique que le Gouvernement a imposé à l'ANE le recrutement d'« experts électoraux » certainement choisis parmi les militants de votre parti politique. Il est établi que le calendrier actuel ne pourra pas être tenu, quels que soient les miracles opérés: les conclusions des réunions du cadre de concertation le démontrent à suffisance et votre Gouvernement évoque régulièrement l'absence de ressources financières nécessaires au financement du processus électoral. Mais le même Gouvernement fait pression sur l'ANE, tout en sachant que nous courrons droit à la catastrophe.

L'objectif de ma correspondance est de vous inviter à échapper à la pression négative de votre entourage qui, par peur de perdre les élections, vous pousse à faire prendre des décisions pouvant déboucher sur des conséquences graves. Je souhaite que vous preniez plus de hauteur et que vous échappiez à cette image de méchanceté primitive qui commence à vous coller à la peau. Prenez un peu de temps pour constater le quotidien misérable de nos compatriotes et écouter leurs cris de colère et de détresse. La réalité est très loin des dithyrambes et des danses à votre gloire.

Quant à moi, vous n'ignorez pas ma détermination à offrir une alternance crédible à notre pays. Je ne cherche pas à prendre « votre place », je cherche à devenir Président de la République centrafricaine. Je vous prie de bien vouloir mettre fin aux persécutions dont je suis victime. Vos partisans aiment à répéter que c'est Dieu qui vous a donné le pouvoir. Nous croyons tous en Dieu, laissons-le faire son œuvre et arrêtons d'avoir la prétention de l'influencer.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Anicet G. DOLOGUELE

Député
Ancien Premier Ministre
Candidat à l'élection présidentielle

